

REVUE DE PRESSE
AVRIL 2020

Revue de presse du 1^{er} au 15 avril

Afrique

- Burkina Faso
- Maroc
- Niger

Europe

- Collaborations européennes
- Cour européenne des droits de l'Homme
- Union européenne
- France
- Grèce
- Royaume – Uni
- Suisse

Méditerranée centrale

Afrique

Burkina Faso

- **Maliwab.net**, le 9 avril 2020, Camp de Goudoubou : sale temps pour les réfugiés du Nord et du Centre

Le camp de Goudoubou (Burkina Faso) – qui accueillait jusqu’à récemment 9 000 réfugié·e·s – a été déserté suite à de nombreuses persécutions et attaques violentes perpétrées à son encontre, par des « groupes armés non étatiques ». Cette situation a obligé les personnes vivant dans ces camps à fuir, mettant leur vie en danger, pour trouver un endroit sûr. Certain·e·s réfugié·e·s malien·ne·s ont pris la décision de retourner au Mali ou au Burkina Faso, malgré l’insécurité qui caractérise certaines zones.

Maroc

- **El diario**, le 3 avril 2020, Al menos 43 fallecidos en la patera que naufragó intentando llegar a Canarias [ES]

Le 3 avril, selon l’ONG Caminando Fronteras qui a reçu l’appel de détresse, le naufrage d’une embarcation de fortune qui tentait de rejoindre les îles Canaries avec à son bord 64 personnes migrantes a provoqué la mort d’au moins deux personnes au large de Tan-Tan (Maroc). Les autorités marocaines affirment que seules 42 personnes (et non pas 64) étaient à bord de l’embarcation. Seule certitude, 21 personnes seulement ont été secourues par un navire marocain, les autres sont toujours portées disparues.

Niger

- **Africanews**, le 2 avril 2020, Niger : plus de 250 migrants secourus en plein désert près de la Libye

Au cours de la semaine du 25 au 31 mars, plus de 250 personnes migrantes, vraisemblablement abandonnées par leurs passeurs, ont été secourues près de Madama (Niger), ville frontalière avec la Libye. Elles ont ensuite été isolées en quarantaine par l’OIM pendant quatorze jours dans un stade de football à Agadez, au nord du Niger. Malgré l’épidémie, le nombre de personnes migrantes arrivant au Niger ne cesse de croître, du fait notamment de l’intensification des bombardements en Libye.

Europe

Collaborations européennes

- **Reuters**, le 9 avril 2020, Germany, Luxembourg to take in Young Refugees, Greece Says

Suite à l'engagement de différents pays européens (Italie, Finlande, Serbie, Irlande, Allemagne, France, Lituanie, Croatie, Luxembourg) d'accueillir 1 600 mineur·e·s isolé·e·s vivant dans les *hotspots* grecs, l'Allemagne et le Luxembourg ont annoncé commencer les transferts. Pourtant, ces engagements chiffrés sont bien faibles au regard de la surpopulation existant dans les hotspots grecs. Signe supplémentaire d'un manque flagrant de volonté politique de la part des Etats membres : les processus d'accueil effectifs de ces mineur.e.s se révèlent très lents.

Cour européenne des droits de l'Homme

- **Le Figaro international**, le 9 avril 2020, Coronavirus : la CEDH demande à la Grèce de prendre des mesures pour protéger les migrants

S'estimant menacés par le Covid-19, au vu des conditions de vie sanitaires et du traitement des personnes à l'intérieur des camps, trois personnes (deux mineurs et une personne âgée) vivants dans les *hotspots* grecs ont saisi en urgence la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). Après étude de la situation la Cour a tranché en leur faveur. Cette dernière a demandé aux autorités grecques de « transférer les requérants, ou de leur garantir au moins un hébergement compatible avec la convention européenne des droits de l'Homme ». C'est une décision importante de la CEDH qui vient sanctionner la non-compatibilité des conditions de détention dans les *hotspots* grecs avec les exigences de distanciation sociale en période de pandémie.

Union européenne

- **Médiapart**, le 2 avril, Accueil de réfugiés : trois pays de l'Est ont violé le droit de l'UE (justice européenne)

Le 2 avril, la Cour de justice de l'UE (CJUE) a déclaré que la Pologne, la Hongrie et la République tchèque avaient violé le droit européen en refusant d'accueillir les demandeurs·ses d'asile qui devaient être relocalisé·e·s dans le cadre du programme lancé en 2015. La CJUE avait été saisie en 2017 par la Commission européenne constatant que la Hongrie et la Pologne n'avaient accueilli aucun·e demandeur·euse d'asile et que la République tchèque s'était contentée d'en accueillir une douzaine. Si cette condamnation est symboliquement importante, la CJUE ne peut obliger ces Etats à assumer leurs engagements de l'époque, le programme de relocalisation ayant depuis pris fin.

- **InfoMigrants**, le 15 avril 2020, Coronavirus : des centaines de migrants bientôt évacués des îles grecques pour être relogés dans des hôtels

Le 14 avril 2020, suite à l'épidémie de Covid-19, la commissaire européenne aux Affaires Intérieures Yvla Johansson a annoncé qu'un millier de personnes se trouvant dans les *hotspots* grecs seraient relogés dans des hôtels. Mis à part le fait que la priorité devrait être donnée aux personnes de plus de 65 ans, aucune précision n'a encore été donnée sur la manière dont les autorités allaient procéder.

France

- **RFI**, le 15 avril 2020, Coronavirus : A calais, les associations dénoncent l'abandon total des migrants
- **Cnews**, le 9 avril 2020, A calais, le coronavirus se propage parmi les migrants et les réfugiés

Les ONG venant en aide aux personnes migrantes à Calais ne cessent de tirer la sonnette d'alarme. En période d'épidémie, elles se retrouvent seules à tenter d'aider entre 1 000 et 1 200 personnes qui vivent dans des camps de fortune. Si la municipalité a mis en place des centres d'accueil début avril, seul 300 exilé·e·s en bénéficient. Avec la propagation du virus et les mesures de confinement, les effectifs des associations sont drastiquement réduits et les provisions viennent à manquer. Le 14 avril, l'ONG Utopia 58 affirme avoir pu nourrir à peine une cinquantaine de personnes. Selon l'association Care4Calais, le virus se propage rapidement dans le camp, où il est impossible de respecter les gestes barrières en raison de la surpopulation et des très mauvaises conditions sanitaires.

- **Les Inrockuptibles**, le 8 avril 2020, Journal d'un membre de la Cimade non-confinée : « Les réfugiés sont les héros des temps modernes »

Sonia Laboureau, directrice du centre d'hébergement provisoire de Massy (Essonne) de la Cimade, a pris la parole pour détailler la manière dont le centre a dû se réorganiser pour faire face à l'épidémie. Elle dénonce le manque de moyens et l'absence de soutien de la part de l'Etat, aussi bien en termes de matériel qu'en terme de diffusion d'informations.

- **Libération**, le 13 Avril 2020, Au centre de rétention du Mesnil-Amelot, de l'angoisse à la révolte

Dans les centres de rétention administrative (CRA) l'inquiétude monte face à l'épidémie du Covid-19 car aucune mesure de distanciation sociale n'y est appliquée. Les personnes détenues craignent d'être contaminées. Se sentant en danger après la libération d'un détenu du CRA de Mesnil-Amelot en suspicion de Covid-19, le week-end du 11/12 avril des dizaines de personnes enfermées dans ce camp se sont rassemblées dans la cour pour alerter sur cette situation et réclamer leur libération. Selon l'ONG *Soutien ô sans-papiers*, la police est intervenue avec violence pour faire cesser ces protestations. Les autorités n'auraient pas hésité à utiliser des gaz lacrymogènes, ce que dément la préfecture de Seine-et-Marne. Dans un contexte de pandémie, et alors que de nombreuses associations réclament depuis plusieurs semaines la fermeture des lieux de privation de liberté, 47 hommes étaient encore enfermés dans le CRA du Mesnil-Amelot mi-avril.

Grèce

- **Médiapart**, le 2 avril 2020, La Grèce met fin au gel des procédures de demande d'asile

Le 1^{er} avril, Athènes a mis un terme à la suspension de la procédure d'asile imposée lors de l'ouverture des frontières turques début mars. Le gouvernement grec a affirmé que les personnes arrivées au cours du mois de mars auraient la possibilité de déposer une demande de protection. On estime à 2 000 le nombre d'exilé·e·s parvenu·e·s à entrer en Grèce au cours du mois de mars actuellement bloqué·e·s à l'intérieur de camps surpeuplés et insalubres.

- **Reuteurs**, le 5 avril 2020, Grèce : Un deuxième camp de réfugiés confiné après un cas de coronavirus.

Le 5 avril, un ressortissant afghan présent dans le camp de Malakasa (Grèce) a été déclaré positif au Covid-19. Après avoir transféré le malade vers un hôpital de la capitale, le gouvernement grec a ordonné le confinement total du camp, enfermant tou.te.s ses résident.e.s dans des conditions sanitaires déjà dénoncées et les obligeants à la promiscuité. La semaine précédente le camp de Ritsona a connu le même sort après qu'une vingtaine de personnes ont été testées positives au Coronavirus.

- **The Khaala press**, le 9 Avril, Afghan teen brutally knifed to death in Moria of Greece [EN]
- **InfoMigrants**, le 9 avril 2020, Grèce : quatre blessés dans une rixe à Moria après la mort d'un adolescent afghan

Un adolescent afghan a été poignardé à mort dans le camp de Moria. L'auteur de l'agression serait un exilé du même camp. Ce drame a créé de vives tensions à l'intérieur de la section des mineur.e.s du camp et provoqué quelques jours après un affrontement entre des jeunes, dont plusieurs ont été grièvement blessés. A la surpopulation et aux mauvaises conditions de vie, s'ajoute désormais la crainte de la contamination du Covid-19.

- **Border Monitoring (Depotation Monitoring Aegean)**, le 8 avril 2020, 'We are here to die, or to obtain freedom': Hunger strike in Moria pre-removal detention centre [EN]
- **No border Kitchen Lesvos**, le 11 avril 2020, Forced Stop of Hunger strike [EN]

Le 5 avril, des exilé·e·s enfermé·e·s à l'intérieur du hotspot de Moria sur l'île de Lesbos ont entamé une grève de la faim. Ils/elles demandaient déjà la libération immédiate des personnes détenues dans ce camp avant même l'apparition du Covid-19. Les autorités ont répondu aux grévistes de la faim par des menaces, de la violence et du harcèlement. Considérant que la libération des personnes détenues dans le camp de Moria représenterait « un risque de fuite », le gouvernement grec s'y est catégoriquement refusé. Selon No name Kitchen, après trois jours, les grévistes de la faim ont été contraints de se nourrir, suite à de multiples scènes de violence pouvant s'apparenter à de la torture physique et psychologique. Le 3 avril, d'autres exilé·e·s du camp de Paranesti avaient également entamé une grève de la faim, violemment réprimée par 70 policiers anti-émeute, laissant cinq personnes dans un état critique.

- **Ekathimerini**, le 10 avril 2020, West Lesvos grudgingly designates facility for migrant quarantine. [EN]

A l'Ouest de l'île de Lesbos, le Conseil Municipal a décidé d'utiliser des installations abandonnées et endommagées à Skala Sykamnia, pour y placer en quarantaine toutes les personnes migrantes arrivant sur l'île dans les prochaines semaines. Les autorités affirment

que cet endroit – pourtant impropre à l'accueil de personnes – restera ouvert aussi longtemps que les mesures contre la pandémie seront en vigueur. Seules les autorités grecques et l'OIM ont l'autorisation de pénétrer dans ces lieux, mais pas les ONG ni le HCR. En parallèle, le gouvernement grec étudie l'hypothèse d'une nouvelle utilisation de navires pour y maintenir en quarantaine les exilé·e·s. Début mars, la Grèce avait en effet déjà enfermé plus de 500 personnes sur un bateau pendant plusieurs semaines dans des conditions désastreuses et dégradantes dénoncées par différentes ONG. Serait-ce le signe de l'instauration officielle de nouveaux lieux de détention flottants à défaut d'être mobiles ?

Royaume-Uni

- **The Guardian**, le 13 avril 2020, [Patel refuses to take children from Greek camps threatened by Covid-19](#) [EN]

Le 13 mars 2020 dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur britannique, l'organisation *Médecin Sans Frontières* demandait l'augmentation du nombre de transferts de mineur·e·s isolées depuis les îles grecques vers le Royaume-Uni. Parallèlement le 31 mars, le ministre britannique a réaffirmé son soutien à l'arrangement UE-Turquie, se défaussant de toute responsabilité en matière d'accueil sur son territoire. L'ONG *Safe Passage* lui a envoyé une liste contenant les noms de mineur·e·s isolé·e·s et d'adultes en situation de vulnérabilité, toujours pris au piège sur les îles grecques, pour lesquels le transfert vers le Royaume-Uni avait été reconnu nécessaire avant la crise sanitaire.

Suisse

- **La liberté**, le 9 avril 2020, [Appel à accueillir les requérants d'asile mineurs bloqués en Grèce](#)

En Suisse, trois églises ont lancé un appel au Conseil fédéral lui demandant d'accueillir une vingtaine de mineur·e·s bloqué·e·s sur les îles grecques ayant de la famille en Suisse. Le Conseil fédéral n'a pour l'instant pas donné suite à cette demande, malgré le faible nombre de personnes concernées.

Méditerranée centrale

- **The Guardian**, le 4 avril 2020, [« Migrants never disappeared » : the lone rescue ship braving a pandemic](#) [EN]

Malgré les craintes concernant le Coronavirus et après une pause de deux mois, le bateau humanitaire de sauvetage Alan Kurdi de l'ONG allemande Sea-Eye est reparti en mer Méditerranée. Le personnel à bord a pris soin d'établir un plan de gestion de l'épidémie avant de prendre le large. Il est le seul navire d'ONG opérant en Méditerranée centrale sur cette période, l'épidémie ayant contraint les autres navires à rester à quai. Sur près de 8 000 personnes ayant tenté la traversée en mars, 43 personnes ont débarqué à Lampedusa (Italie) et 155 à Malte, les autres se sont retrouvées dans les filets des garde-côtes libyens. En Libye la situation des exilé·e·s enfermé·e·s dans les centres de détention est très inquiétante. Si dans le pays, très peu de cas de Covid-19 ont été confirmés, l'hypothèse d'une possible propagation

du virus chez les exilé·e·s serait dramatique. D'autant que le HCR a annoncé suspendre certaines de ces activités dans le pays tant que son personnel n'est pas équipé de protections individuelles.

InfoMigrants, le 7 avril 2020, L'Alan Kurdi secourt 150 migrants en mer Méditerranée, premier sauvetage depuis un mois

Sauvetage complexe et semaines d'errance en mer pour le navire Alan Kurdi. Le 6 avril, le navire de l'ONG allemande Sea-Eye a secouru 150 personnes en détresse en mer. Le premier sauvetage (68 personnes) s'est révélé particulièrement dangereux en raison de la présence des garde-côtes libyens. Ceux-ci ont procédé à des tirs de sommation en l'air face à certain·e·s exilé·e·s qui, effrayé·e·s, se sont jeté·e·s à l'eau. Si tou·te·s ont pu être pris·es en charge par les humanitaires, les rescapé·e·s sont en état de choc. A cette expérience traumatisante, s'est ajoutée une errance en mer de plus d'une semaine pour le navire de l'ONG, n'obtenant pas l'autorisation de débarquer les rescapé·e·s dans un lieu sûr. Le 12 avril, Rome a finalement annoncé qu'un bateau serait envoyé pour y transférer les 150 personnes rescapées, avant de les placer en quarantaine en Italie.

- **Ouest France**, le 9 Avril 2020, Coronavirus. Les ONG qui viennent en aide aux migrants critiquent la fermeture des ports italiens.
- **The Guardian**, le 9 Avril 2020, L'Italie déclare que ses propres ports sont «dangereux» pour empêcher l'arrivée de migrants

Le 8 avril, se justifiant par l'épidémie de Covid-19, le gouvernement italien a annoncé sa décision de fermer ses ports aux navires ayant secouru des personnes migrantes en mer. Cette décision a été vivement critiquée par les ONG, dans un communiqué conjoint MSF, Saving Humans Mediterranean, Sea-Watch, et Open Arms, ont accusé l'Italie d'utiliser cette épidémie comme prétexte pour ne pas répondre à ses obligations de secours envers les personnes migrantes. Ces ONG rappellent que l'ouverture des ports aux naufragé·e·s demeure une obligation légale et qu'elles ont mis à disposition des autorités italiennes du personnel de santé et des ressources pour lutter contre le coronavirus.

- InfoMigrants, le 10 avril 2020, Coronavirus : à son tour, Malte annonce la fermeture de ses ports aux migrants

Le 9 avril, les autorités maltaises ont annoncé ne plus être en capacité de laisser débarquer des personnes migrantes rescapées dans leurs ports. Cette annonce a eu lieu au moment où une embarcation de personnes migrantes se trouvait en détresse dans la zone de recherche et de sauvetage (SAR) maltaise. Une des personnes présente à bord a affirmé qu'un navire militaire se serait approché de leur embarcation pour sectionner le câble du moteur en leur disant « Personne ne viendra à Malte », sans en identifier les auteurs. Les autorités maltaises ont finalement porté secours à cette embarcation dans la soirée et n'ont pas commenté ces allégations de tentative de sabotage.

- **The Guardian**, le 14 avril 2020, Libya says migrants stopped at sea will not let back in [EN]
- **Alarm Phone**, le 11 avril 2020, The Covid-19 Excuse: Non-Assistance in the Central Mediterranean becomes the Norm

En Libye, les autorités ont annoncé ne plus considérer le port de Tripoli comme « sûr » mettant en cause l'intensification des bombardements autour du port. Le 9 avril, un navire de garde-côtes libyens s'est vu refuser l'autorisation d'y débarquer ses 280 rescapé·e·s. Forcé·e·s de passer la nuit sur le navire, les rescapé·e·s ont ensuite été débarqué·e·s dans un port inconnu. Pour rappel, le port de Tripoli n'a jamais été considéré par les ONG comme un « lieu sûr », les exilé·e·s qui y sont débarqué·e·s étant ensuite placé·e·s en détention, victimes de mauvais traitements et persécuté·e·s. Selon l'ONG Alarm phone, en l'espace d'une semaine (du 5 au 11 avril), plus de 1 000 personnes ont quitté les côtes libyennes sur des embarcations de fortune, 500 ont été renvoyées en Libye, au moins 6 personnes se sont noyées et le sort de plusieurs de ces bateaux reste inconnu. L'ONG alerte sur le fait qu'en Méditerranée « un vide dangereux de sauvetage se crée », les autorités européennes et libyennes ayant déclaré ne plus participer aux activités de recherche et sauvetage, et les ports européens ayant fermé leurs portes aux exilé·e·s.

Revue de presse du 16 au 30 avril 2020

Afrique

- Éthiopie
- Guinée
- Libye
- Maroc
- Niger

Moyen Orient

- Turquie

Europe

- Union européenne
- Bosnie-Herzégovine
- Chypre
- Grèce
- Malte
- Norvège
- Portugal

Méditerranée centrale

Monde

Afrique

Éthiopie

- **InfoMigrants**, le 27 avril 2020, Djibouti a expulsé plus de 2 000 migrants éthiopiens en avril

Les autorités éthiopiennes s'inquiètent du nombre croissant d'expulsions de leurs ressortissant·e·s depuis Djibouti vers l'Éthiopie. Pas moins de 2 000 personnes ont été expulsées au mois d'avril malgré l'épidémie de Covid-19. Mi-mars, 3 000 ressortissant·e·s éthiopienn·e·s avaient été expulsé·e·s vers l'Éthiopie depuis l'Arabie saoudite. Fin mars, les autorités éthiopiennes avaient demandé que ces expulsions soient suspendues, le temps que 30 centres de quarantaine où placer les arrivants soient ouverts à Addis-Abeba, mais elles n'ont pas été entendues.

Guinée

- **Le Monde**, le 28 avril 2020, En Guinée, la solitude des familles de migrants disparus en mer et oubliés des médias

Dans cet article, plusieurs témoignages racontent la détresse des familles dont les membres ont tenté de rejoindre l'Europe, et qui restent souvent sans nouvelles pendant des semaines, voire des mois. Les témoignages pointent du doigt le manque d'informations et de structures pour les aider à retrouver la trace de leurs proches ou pour les accompagner lorsqu'elles apprennent leurs décès. Le rapatriement des corps est complexe et leur identification presque impossible. Souvent endettées après avoir tout investi dans le départ de leur proche, les familles se retrouvent seules et livrées à elles-mêmes. Cet article souligne que la migration, même à l'échelle d'un seul individu n'implique jamais le sort d'une seule personne et a des conséquences plurielles sur tout un groupe.

Libye

- **InfoMigrants**, le 22 avril 2020, En Libye, les migrants pris au piège entre guerre et coronavirus

En Libye, la situation est désastreuse pour les personnes migrantes. Alors que les combats entre le gouvernement d'Union nationale et les forces du Maréchal Kahlifa Hafta s'intensifient, le Covid-19 a fait son apparition. Lorsque les exilé·e·s ne sont pas enfermés·e·s dans des centres de détention dans des conditions inhumaines, ils/elles font face à une situation quasi sans issue. Exilé·e·s et ressortissant·e·s libyen·ne·s ont le choix entre tenter de fuir pour éviter les bombardements, en s'exposant au risque de contamination en essayant de rejoindre l'Europe, au péril de leurs vies sur des embarcations de fortune ; ou se confiner dans leurs habitations (quand ils/elles ont la chance d'en avoir) pour éviter d'attraper le virus, mais risquer à tout moment d'être la cible d'un bombardement.

Maroc

- **Médias 24**, le 21 avril 2020, Mehdi Alioua : « 20 000 migrants au Maroc risquent une catastrophe humanitaire »

Dans une interview pour Medias24, le sociologue Mehdi Alioua, ancien président du GADEM, analyse les conséquences du confinement sur les exilé·e·s au Maroc. Près de 20 000 personnes se retrouvent dans une situation de détresse. Nombreuses sont celles qui ont perdu leur emploi, et leur survie dépend désormais de leur cercle social, lui-même restreint par les mesures de confinement. Ne pouvant se déplacer, les ONG d'aide aux exilé·e·s ont été obligées de réduire leurs actions. Les conséquences sont dramatiques, elles entraînent notamment des blocages administratifs qui les empêchent par exemple d'obtenir les mandats de 300 dirhams (28,20€) habituellement fournis aux plus démunis par l'État, ou encore de renouveler leurs titres de séjour. Le GADEM appelle les autorités marocaines à régulariser automatiquement ces personnes vulnérables¹.

Niger

- **Observers France 24**, le 24 avril 2020, Niger : à Arlit, des migrants subsahariens se révoltent contre une quarantaine sans fin

Au nord du Niger, depuis trois semaines, plusieurs centaines d'exilé·e·s d'origine subsaharienne sont bloqué·e·s en quarantaine dans un camp de l'OIM, aux conditions de vies désastreuses (conditions sanitaires indignes, peu d'accès à l'eau potable, matelas au sol). Nombre d'entre eux/elles sont des travailleur·se·s « sans papiers » refoulé·e·s à la frontière nigérienne par l'Algérie, suite à l'épidémie de Covid-19. Ce camp doit servir à isoler les exilé·e·s durant quatorze jours avant que l'OIM ne les « escorte » jusque dans leurs pays d'origine. Cependant, les exilé·e·s sont baladé·e·s de camp en camp, livré·e·s à eux/elles-mêmes sans possibilité de dialogue avec les responsables de l'OIM. Le 20 avril en signe de protestation, les exilé·e·s ont forcé la porte d'un magasin du camp. La police est intervenue en utilisant des gaz lacrymogènes et au moins 13 personnes ont été interpellées. Après négociation, certain·e·s ont pu réintégrer le camp de l'OIM, pendant que d'autres dorment toujours sur des cartons devant l'entrée du camp. L'OIM, de son côté, justifie ces blocages par l'impossibilité d'expulser les exilé·e·s du fait de la fermeture des frontières de nombreux pays de la sous-région... Mais ne fait aucun commentaire sur les mauvaises conditions de vie dans les camps dont elle a la gestion

Moyen-Orient

Turquie

¹ Communiqué du GADEM publié le 23 avril 2020, Pour un moratoire sur l'application de la loi n° 02-03 relatives au séjour des étranger·e·s au Maroc

- **TRT**, le 10 avril 2020, Turquie : des garde-côtes grecs violant les eaux territoriales refoulés par les garde-côtes turcs

Les autorités turques ont accusé la Grèce d'avoir violé leurs eaux territoriales à l'aide de trois navires qui auraient tenté de repousser une embarcation de 10 migrant.e.s vers la Turquie. La Turquie accuse les garde-côtes grecs d'avoir arraché le moteur du zodiac des exilé.e.s pour les empêcher d'avancer. Les 10 exilé.e.s auraient finalement été secouru.e.s par les autorités turques aux dires de celles-ci. Il semblerait bien que la violation des droits humains et du droit maritime soit désormais une pratique récurrente et acceptée de manière assumée par différentes autorités, tant en Europe qu'au-delà.

Europe

Union européenne

- **La Croix**, le 27 avril 2020, Migrants : plainte contre l'Europe complice des horreurs perpétrées en Libye

Le 27 avril, les ONG *Global legal action network* (GLAN), *Associazione per gli Giuridici sull'Immigrazione* (ASGI) et *Associazione ricreativa culturale italiana* (ARCI), ont porté plainte auprès de la Cour des comptes européenne contre l'UE, l'accusant d'avoir violé ses obligations en finançant la Libye afin qu'elle bloque les migrant.e.s avant qu'ils/elles ne puissent atteindre les eaux territoriales européennes. En effet, comme cela a été documenté à de nombreuses reprises, la Libye n'est pas un pays sûr (détention arbitraire dans des conditions inhumaines et dégradantes, bombardements etc.) et malgré cela, l'UE continue de collaborer avec les autorités libyennes.

- **Le Monde**, le 18 avril 2020, En Europe, l'asile en suspens, les flux migratoires à l'arrêt
- **La Croix**, 16 avril 2020, Malte tire la sonnette d'alarme sur la crise en Libye

Suite à la fermeture des ports et des frontières en Europe, les arrivées d'exilé.e.s sur ce continent ont chuté de 90% en mars, selon Frontex. Cette baisse s'explique notamment par la hausse des pratiques illégales de refoulement aux frontières extérieures de l'UE. Souhaitant pousser toujours plus loin l'externalisation de la politique migratoire européenne, le ministre des Affaires Étrangères maltais a demandé à l'UE le lancement d'une « mission humanitaire » en Libye pour y bloquer les exilé.e.s, et selon lui « éviter qu'une tragédie humaine ne se déroule en Méditerranée » (considérant à tort qu'en période de pandémie, les Etats européens n'ont plus d'obligations au titre des conventions internationales ratifiées). Proposition intellectuellement malhonnête, s'il en est, au vu du danger que représente la Libye pour les personnes migrantes et des pratiques de refoulement en mer perpétrées par les autorités maltaises et dénoncées par de nombreuses ONG. A l'heure où une plainte vient d'être déposée contre l'UE pour violation des droits humains au titre de sa coopération financière avec la Libye pour enrayer les migrations, cette proposition est très inquiétante.

- **News European Parliament**, le 27 avril 2020, [Stop cooperation with and funding to the Libyan coastguard, MEPs ask \[EN\]](#)

Après un débat sur la situation des exilé·e·s en Libye, la commission des libertés civiles du Parlement européen (LIBE) a demandé à ce que l'UE cesse sa collaboration avec les garde-côtes libyens. Elle a appelé à l'intensification de la solidarité entre les États membres et au respect de la législation internationale et des droits fondamentaux. Si cette prise de position était attendue, le pouvoir du Parlement européen est cependant limité sur le sujet. En effet, ce dernier n'a pas dans ses prérogatives la possibilité de contraindre à l'arrêt de la coopération (le soutien de l'UE à la Libye passe majoritairement par le Fonds fiduciaire pour l'Afrique et le Parlement européen n'a pas de rôle dans la gestion de ce fonds). De plus, le journal EUobserver², a indiqué le 24 avril que l'UE est actuellement en train d'augmenter son budget pour soutenir la Libye et ses garde-côtes dans « la lutte contre le Covid-19 ». Ainsi, l'UE ne semble toujours pas prête à cesser sa collaboration avec les garde-côtes libyens, et ce quel qu'en soit le prix...

Bosnie-Herzégovine

- **Le Courrier des Balkans**, le 24 avril 2020, [La Bosnie-Herzégovine veut ficher les réfugiés avant de les expulser](#)

Sur ordre du ministère de la Sécurité du pays, la Bosnie-Herzégovine a pris la décision d'expulser l'intégralité des « migrant·e·s irrégulie·re·s » présent·e·s sur son territoire. Le Service des affaires étrangères de Bosnie a préparé une liste d'environ 10 000 personnes à expulser, seul les ressortissant·e·s syrien·ne·s n'en feront pas partie (la Syrie n'ayant pas été considérée comme un pays sûr). Le ministre de la Sécurité a affirmé qu'il demandera de l'argent aux pays d'origine de toutes ces personnes pour les expulser et qu'il utilisera aussi à cet effet l'argent de l'UE originellement prévu pour l'accueil des exilé·e·s.

Chypre

- **Human Rights Watch**, 16 avril 2020, [Turkish Cypriot Authorities: Release Detained Syrian Asylum Seekers \[EN\]](#)

Le 20 mars, les autorités chypriotes grecques ont refusé d'accueillir un bateau ayant secouru 175 exilé·e·s syrien·ne·s. Le navire a finalement débarqué ses rescapé·e·s au nord de l'île, sur le territoire sous occupation turque. Selon Human Rights Watch, les exilé·e·s ont été placé·e·s en détention dans des conditions déplorable. Cet enfermement ne repose sur aucune base juridique. En effet, la détention de personnes migrantes au nord de Chypre n'est autorisée que pour maximum huit jours, or un mois après leur arrivée les exilé·e·s étaient toujours enfermé·e·s. L'ONG Human Rights Watch a affirmé qu'aucun·e des exilé·e·s n'a pu déposer de demande d'asile et que certain·e·s souhaitaient faire appel au regroupement familial. Les

² EUobserver, le 24 avril 2020, [EU shores up Libyan coast guard amid Covid-19 scare](#)

autorités chypriotes turques auraient décidé de les expulser vers la Turquie, où selon l'ONG, ils/elles risquent d'être refoulé·e·s vers la Syrie.

Grèce

- **Le blog Médiapart**, le 23 avril 2020, Répression de migrants confrontés à la pandémie : un troisième crime contre l'humanité ?
- **Reuters**, le 21 avril 2020, Un troisième camp de réfugiés en Grèce frappé par le coronavirus

Alors qu'ils/elles étaient hébergé·e·s dans un hôtel de la presqu'île du Péloponnèse, 148 exilé·e·s sur 470 ont été testé·e·s positif·ve·s au Covid-19. L'hôtel a été placé en quarantaine, confinant les 322 personnes non contaminées avec les personnes déclarées positives au Coronavirus. Cela augmente bien évidemment les risques de contamination, dans un hôtel où la promiscuité est de rigueur. En Grèce, c'est la troisième fois qu'un lieu regroupant des exilé·e·s est placé en isolement suite à des cas déclarés de coronavirus, ajoutant à la vulnérabilité de leurs occupant·e·s les risques de contamination au Covid-19.

- **Médiapart**, le 16 avril 2020, La Grèce va transférer des centaines de migrants hors des camps surpeuplés des îles

Le 16 avril, la Grèce a annoncé qu'elle allait procéder au transfert sur le continent de 2 380 exilé·e·s « vulnérables » (personnes âgées ou malades) présent·e·s dans les camps surpeuplés des îles grecques. Cette opération qui devait avoir lieu à partir du 19 avril, a finalement été repoussée, par le ministre grec aux Migrations, à une date inconnue. Il est possible d'expliquer cette décision par la condamnation de la Grèce par la Cour européenne des droits de l'Homme, le 9 avril dernier, l'obligeant à mettre à l'abri les exilé·e·s « vulnérables » enfermés dans les *hotspots* surpeuplés. Reste à savoir si ces transferts auront réellement lieu et dans quelles conditions.

- **20 minutes**, le 20 avril 2020, Grèce : un incendie provoque d'importants dégâts dans un camp de migrants
- **Keep talking Greece**, le 27 avril 2020, Fires destroy dozens of tents in Samos hotspot [EN]

Le 18 avril, de nombreuses tentes, des conteneurs et une importante partie du service administratif du camp de l'île de Chios ont brûlé dans un incendie. Ce dernier se serait déclaré après que des violences ont éclaté suite à la mort d'une ressortissante Irakienne décédée d'une forte fièvre, mais officiellement déclarée négative au coronavirus. Le 26 avril, trois autres incendies ont eu lieu dans le camp de l'île de Samos. Alors qu'une partie du camp brûlait, la police a dans un premier temps empêché les exilé·e·s de fuir le camp, avant d'accepter de les laisser sortir. La surpopulation, les conditions de vie inhumaines et la crainte de la propagation du virus créent un climat très tendu dans les camps grecs, qui augmente les risques de violence et met en danger la sécurité des exilé·e·s.

- **Mediapart**, le 23 avril 2020, Grèce : deux migrants blessés par balle sur l'île de Lesbos

Deux exilés ont été victimes de tirs à balles réelles après avoir dérogé aux consignes de confinement et être sortis du camp surpeuplé de Moria. Transportés à l'hôpital les deux hommes ont expliqué s'être fait tirer dessus par des policiers grecs qui les avaient repérés hors du camp.

Malte

- **InfoMigrants**, le 20 avril 2020, [Migrants morts en mer : le Premier ministre maltais visé par une enquête](#)

Suite aux décès de plusieurs exilé·e·s au large de Malte la semaine du 11 au 17 avril, le Premier ministre maltais et des responsables militaires sont visés par une enquête. En effet, les autorités maltaises sont accusées d'avoir volontairement laissé couler ces embarcations en ne dépêchant pas de navire de sauvetage pour les secourir alors qu'il en allait de leur responsabilité. Cinq personnes sont décédées, sept sont portées disparues et des dizaines ont été interceptées par les garde-côtes libyens pour être renvoyées en Libye. Pour dénoncer la non-action maltaise, le journal *Times of Malta* a publié un article où il met des noms et des visages sur les victimes de ces naufrages.³

Norvège

- **Médiapart**, le 21 avril 2020, [Les enfants invisibles de Haraldvangen](#)

Le centre d'Hareadvangen, à une heure d'Oslo, détient plusieurs mineur·e·s exilé·e·s et leurs parents dans l'attente de leur expulsion. Le centre qui existait auparavant a été fermé suite aux mobilisations d'ONG qui en dénonçaient les conditions de vie. Le centre d'Hareadvangen a alors été ouvert en remplacement, dans un lieu retiré du pays, loin du grand public, ce qui a permis de taire ce qu'il s'y passait et d'y réduire le nombre de contrôles du respect des droits fondamentaux de ses occupant·e·s détenu·e·s sous la contrainte.

Portugal

- **L'orient le jour**, le 20 avril 2020, [Coronavirus : 138 cas dans une auberge accueillant des réfugiés à Lisbonne](#)
- **Courrier international**, le 22 avril 2020, [Crise sanitaire. Coronavirus : à Lisbonne, « les foyers de réfugiés hors de contrôle](#)

A Lisbonne, dans une auberge de jeunesse où étaient hébergés 180 exilé·e·s, 138 d'entre eux/elles ont été testé·e·s positif·ve·s au covid-19. Les malades ont été mis·es en quarantaine ailleurs, tandis que les personnes non contaminées ont pu réintégrer l'auberge après sa désinfection. L'hébergement de ces personnes fait suite à la décision du Portugal de régulariser tous les exilé·e·s pendant la période de confinement. Cependant, les conditions

³ <https://timesofmalta.com/articles/view/the-faces-and-names-of-a-migration-tragedy.788723>

d'accueil y sont rudimentaires et la surpopulation des lieux oblige à la promiscuité, ce qui augmente les risques de propagation du virus.

Méditerranée centrale

- **L'express**, le 17 avril 2020, Sauvetage de migrants : MSF arrête ses opérations en mer avec SOS Méditerranée

Ne parvenant pas à trouver de terrain d'entente sur la manière d'opérer malgré l'épidémie de Covid-19, la collaboration entre Médecins Sans Frontières (MSF) et le navire de sauvetage humanitaire *Ocean Viking* de SOS MEDITERRANEE a pris fin. Leurs opérations conjointes en Méditerranée ont permis de sauver 30 000 personnes en quatre ans. Craignant des blocages interminables en mer, dus à la fermeture des ports italiens et maltais l'empêchant de débarquer les rescapé·e·s en lieu sûr, l'*Ocean Viking* a décidé de rester à Marseille, son port d'attache. L'épidémie de Covid-19 impacte très fortement la situation en Méditerranée, de nombreuses personnes se noient faute de navires de sauvetage présents en mer et faute d'intervention des États européens.

Monde

- **RFI**, le 22 avril 2020, Que change la crise sanitaire pour les migrants en Europe ?

Invités de RFI, Christophe Deltombe – Président de La Cimade – et Matthieu Tardis – chercheur au Centre Migration et Sociétés de l'Institut français des relations internationales – ont alerté sur la vulnérabilité des personnes migrantes face à l'épidémie. La surpopulation des camps, la fermeture des frontières, la suspension des demandes d'asile dans certains pays... La pandémie a aggravé la vulnérabilité dans laquelle sont placé·e·s les exilé·e·s par les différentes politiques des gouvernements des pays dans lesquels ils/elles se trouvent. Alors qu'en période de pandémie le risque d'arrestation et d'expulsion croît, l'accès aux droits des exilé·e·s est presque impossible (fermeture des centres d'accueil et de soutien aux exilé·e·s, réduction du nombre de bénévoles dans les ONG d'aide aux exilé·e·s, suspension des demandes d'asile).